

CHAPITRE IX. — *Indemnités*

Art. 34. § 1^{er}. Par session organisée de l'examen d'admission, les membres du jury reçoivent des honoraires s'élevant à 10 000 FB. Sont compris dans ce montant, les frais de voyage et de séjour, ainsi qu'une indemnité pour menues dépenses.

§ 2. Les membres du jury chargés par lui d'une mission spécifique relative à la confection des questions d'examen, présentent leurs frais sous forme d'une créance. Ces frais comportent des frais de voyage et de séjour, des honoraires, des frais de matériels et frais généraux.

CHAPITRE X. — *Dispositions finales*

Art. 35. Le jury publie annuellement, le 1^{er} mars au plus tard, une brochure contenant tous les renseignements sur l'examen d'admission. Celle-ci reprend de toute façon l'information qui doit être fournie à tous les candidats du chef du présent arrêté.

Art. 36. Le jury est autorisé à demander aux candidats s'ils donnent leur accord pour la mise à disposition de leurs résultats et de leurs données personnelles à la recherche scientifique quant aux examens d'admission. Un candidat qui ne donne pas son accord, ne peut en aucun cas être sanctionné d'une manière quelconque.

Art. 37. Le présent arrêté produit ses effets le 5 février 1997.

Art. 38. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 mai 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 1114

[C - 97/27291]

30 MARS 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon réglant l'octroi de primes en vue de promouvoir la modernisation, la création et l'agrandissement d'établissements hôteliers

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret du 9 novembre 1990 relatif aux conditions d'exploitation des établissements d'hébergement et des établissements hôteliers, notamment l'article 6, 4;

Vu l'avis du Conseil supérieur du Tourisme, donné le 22 décembre 1994;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 novembre 1994;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 janvier 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon chargé de l'Economie, des PME, des Relations extérieures et du Tourisme,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Art. 2. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Ministre qui a le tourisme dans ses attributions peut accorder une prime pour des acquisitions de matériaux et des travaux de construction, d'aménagement, d'agrandissement et d'équipements des établissements hôteliers au sens de l'article 1^{er} du décret du 9 novembre 1990 relatif aux conditions d'exploitation des établissements d'hébergement et des établissements hôteliers.

Art. 3. Peuvent donner lieu à l'octroi d'une prime :

1° les travaux de gros-œuvre, de parachèvement et de rénovation d'immeubles par nature, notamment le terrassement, la maçonnerie, la menuiserie, la vitrerie, le carrelage, le revêtement de mur et de sol, l'enduisage, la peinture;

2° les installations suivantes, lorsqu'elles sont réalisées dans les chambres ou dans les parties de locaux communs réservés à la clientèle hébergée :

- chauffage;
- eau chaude et froide;
- égouts;
- gaz et électricité;
- téléphone installé dans les chambres et raccordé au réseau;
- télédistribution;
- conditionnement et épuration d'air;

- appareils sanitaires et accessoires;
 - ascenseurs;
 - équipements relatifs à la sécurité, y compris la surveillance;
- 3° le mobilier et la décoration, lorsqu'ils sont destinés aux chambres ou aux parties de locaux communs réservés à la clientèle hébergée :
- literie complète, à savoir le lit, le sommier, le matelas et les oreillers;
 - rideaux, tentures et couvre-lit;
 - armoires et penderies, tables, chaises et fauteuils;
 - éléments de décoration tels que miroirs et appareils d'éclairage;
- 4° les aménagements externes tant immobiliers que mobiliers, contigus à l'établissement hôtelier ou situés à proximité immédiate de ce dernier et réservés à la clientèle hébergée, visant à accroître l'image de marque de l'établissement hôtelier :
- terrasses, auvents, tentes solaires et vérandas;
 - création de jardins, parcs et parterres, mobilier de jardin;
 - éléments de décoration tels que fontaines, vasques et appareils d'éclairage;
- 5° les équipements faisant partie intégrante de l'établissement hôtelier, contigus ou situés à proximité immédiate et principalement destinés à la clientèle hébergée :
- salles de séminaire ainsi que l'équipement spécifique y afférant;
 - équipements de sport et de délassement tels que piscines, jacuzzi, terrains de tennis, salles de mise en condition physique;
 - emplacements de parking;
- 6° les frais inhérents à l'installation de la signalisation routière de l'établissement hôtelier répondant aux critères de la réglementation communale, provinciale ou régionale.

Art. 4. Les demandes d'octroi de la prime sont adressées par lettre recommandée au Commissaire général au Tourisme. Les demandes sont rédigées en double exemplaire sur le formulaire dont le modèle figure en annexe et sont accompagnées de tous les documents et renseignements utiles et au moins :

- 1° le cas échéant, d'une copie conforme du permis de bâtir, délivré conformément à la réglementation de l'urbanisme;
- 2° le cas échéant, d'un plan côté du travail envisagé ou réalisé;
- 3° d'un avant-projet estimatif avec métré descriptif et prix unitaires;
- 4° d'un relevé des acquisitions de matériaux envisagées ou réalisées avec les offres et prix unitaires;
- 5° d'un plan détaillé du financement;
- 6° le cas échéant, des autorisations d'installation de la signalisation routière.

Art. 5. L'octroi de la prime est subordonné aux conditions suivantes :

- 1° en cas de modernisation d'un établissement hôtelier, les acquisitions de matériaux et les travaux d'aménagement, d'agrandissement et d'équipement doivent servir à accroître le confort de la clientèle ou à augmenter la capacité d'hébergement de l'établissement;
- 2° les acquisitions et travaux doivent être exécutés au plus tôt le 1^{er} janvier de l'année précédant l'exercice budgétaire au cours duquel la demande est introduite et au plus tard à la fin de l'année qui suit celle de l'imputation budgétaire de la prime;
- 3° le demandeur doit rembourser le montant de la prime si, sans l'autorisation du Ministre qui a le tourisme dans ses attributions, l'affectation des acquisitions de matériaux et des travaux est modifiée dans un délai de cinq ans, commençant le 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de l'imputation budgétaire de la prime.

Art. 6. La prime s'élève à 30 % du coût hors T.V.A. des acquisitions de matériaux et des travaux exécutés, sans qu'elle puisse être supérieure à 2.000.000 de francs.

Toutefois, en ce qui concerne les acquisitions de matériaux et les travaux spécifiques d'installations assurant la conformité d'un établissement hôtelier existant aux normes de sécurité incendie arrêtées par le Gouvernement, la prime s'élève à 50% de leur coût hors TVA.

Aucune prime n'est accordée si le coût des acquisitions de matériaux et des travaux exécutés est inférieur à 200.000 francs, la taxe sur la valeur ajoutée étant déduite.

Le montant total des primes accordées pour un établissement hôtelier ne peut dépasser 2.000.000 de francs par période de trois ans, même s'il y a changement de propriétaire.

A cette fin, le Commissariat général au Tourisme, lorsqu'il reçoit une demande de prime pour un établissement, détermine le montant des primes accordées pour cet établissement au cours des deux exercices budgétaires précédant l'exercice au cours duquel la prime demandée doit être imputée si elle est accordée.

La prime ne peut dépasser le montant égal à la différence entre deux millions de francs et le montant déterminé conformément à l'alinéa précédent.

Art. 7. La prime est liquidée :

- 1° au propriétaire qui finance les acquisitions de matériaux ou les travaux;
- 2° à l'exploitant qui n'est pas propriétaire de l'établissement et qui finance personnellement les acquisitions de matériaux ou les travaux;
- 3° au compte du propriétaire ou de l'exploitant ouvert à son nom auprès de l'organisme de crédit qui finance les acquisitions de matériaux ou les travaux, sur demande du propriétaire ou de l'exploitant.

Dans le cas prévu au point 2°, et dans le cas prévu au point 3° lorsqu'il s'agit de l'exploitant, la prime n'est liquidée que si la demande visée à l'article 4 est en outre accompagnée d'un document émanant du propriétaire de l'établissement attestant son accord sur l'exécution des travaux et l'engageant à autoriser les vérifications prévues à l'article 8.

Art. 8. La personne qui demande l'octroi d'une prime permet par ce fait même au Ministre qui a le tourisme dans ses attributions, de faire procéder sur place, par les personnes qu'il désigne, à toutes vérifications de l'affectation des travaux, des acquisitions ou de l'immeuble.

Art. 9. Le Commissaire général au Tourisme sollicite l'avis du Comité technique de l'hôtellerie du Conseil supérieur du Tourisme, sur l'opportunité de l'octroi de la prime.

A défaut d'avis donné dans un délai d'un mois à compter de la date de la convocation du Comité, l'avis est censé avoir été donné.

Sur l'avis du Conseil supérieur du Tourisme, le Ministre qui a le tourisme dans ses attributions peut, pendant la période définie, accorder des primes en priorité pour certains types de travaux qu'il détermine.

Art. 10. La prime ne sera liquidée qu'après acquisition des matériaux ou réalisation des travaux pour lesquels elle a été octroyée et sur production des pièces de dépenses originales.

Art. 11. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 décembre 1990 réglant l'octroi de primes en vue de promouvoir la modernisation, la création et l'agrandissement d'établissements hôteliers est abrogé. Il demeure cependant d'application pour le traitement des demandes de prime introduites antérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 12. Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 13. Le Ministre qui a le tourisme dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon chargé de l'Economie,
des PME, des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

ANNEXE

Prime pour la modernisation, la création et l'agrandissement d'établissements hôteliers

DEMANDE D'OCTROI D'UNE PRIME

introduite par (nom, prénoms, société)

..... (adresse, commune, section)

..... (province)

agissant en qualité : de propriétaire-exploitant (*)

d'exploitant-locataire (*)

de l'établissement dénommé

.....

situé (adresse, commune, section, province)

Tél. :/.....

AUTORISATION D'EXPLOITER délivrée le :
déclare avoir pris connaissance de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 1995 réglant l'octroi de primes pour la modernisation, la création et l'agrandissement d'établissements hôteliers.

Fait à, le.....

.....
(signature)

Propriétaire de l'établissement :

(**)

.....
(nom, prénoms, adresse, commune, section, province)

Locataire principal :

(**)

.....
(nom, prénoms, adresse, commune, section, province)

(*) Biffer la mention inutile.

(**) A remplir dans le cas où la demande est introduite par l'exploitant-locataire.

ART. 3

RELEVÉ DES ACQUISITIONS OU TRAVAUX (HTVA) EXECUTES DEPUIS LE.....
OU QUI SERONT EXECUTES A PARTIR DU.....

OBJETS	ESTIMATIONS OU COÛTS REELS
<p>1° CONSTRUCTION-AMENAGEMENT</p> <p>1. Terrassement</p> <p>2. Maçonnerie</p> <p>3. Menuiserie</p> <p>4. Vitrierie.....</p> <p>5. Carrelage.....</p> <p>6. Revêtement de mur et de sol.....</p> <p>7. Enduisage</p> <p>8. Peinture.....</p> <p>9. Autres travaux</p>	<p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
<p>2° TECHNIQUES SPECIALES</p> <p>1. Chauffage.....</p> <p>2. Eau chaude et froide</p> <p>3. Egouttage.....</p> <p>4. Gaz et électricité.....</p> <p>5. Téléphonie</p> <p>6. Télédistribution.....</p> <p>7. Conditionnement d'air.....</p> <p>8. Appareils sanitaires et accessoires</p> <p>9. Ascenseur.....</p> <p>10. Equipements relatifs à la sécurité (hors incendie), en ce y compris la surveillance</p>	<p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
<p>3° MOBILIER-DECORATION</p> <p>1. Literie complète.....</p> <p>2. Rideaux, tentures, couvre-lit</p> <p>3. Armoires, penderies, tables, chaises, fauteuils</p> <p>4. Eléments de décoration.....</p>	<p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
<p>4° AMENAGEMENTS EXTERNES IMMOBILIERS ET MOBILIERS</p> <p>1. Terrasses, auvents, tentes solaires vérandas.....</p> <p>2. Création de jardins, parcs, parterres.....</p> <p>3. Mobilier de jardin</p> <p>4. Eléments de décoration.....</p>	<p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
<p>5° EQUIPEMENTS COMPLEMENTAIRES</p> <p>1. Salle de séminaires ainsi que l'équipement spécifique y afférent</p> <p>2. Equipements de sport et de délassement.....</p> <p>3. Emplacements de parking</p>	<p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
<p>6° SIGNALISATION ROUTIERE</p> <p>1. Panneaux agréés et autorisés</p>	<p>.....</p>

OBJETS	ESTIMATIONS OU COÛTS REELS
Art. 6. SECURITE-INCENDIE	
1. Détection.....
2. Eclairage de secours.....
3. Extincteurs.....
4. Maçonnerie.....
5. Menuiserie Rf.....
6. Autres.....

DOCUMENTS ANNEXES à fournir en 2 exemplaires

S'il échet :

1. une copie conforme du permis de bâtir;
2. un plan côté du travail envisagé ou réalisé;
3. un avant-projet estimatif avec métré descriptif et prix unitaires;
4. un relevé des acquisitions de matériaux, envisagées ou réalisées, avec les offres et prix unitaires;
5. un plan détaillé de financement;
6. l'attestation du propriétaire de l'établissement prouvant son accord quant à l'exécution des travaux et prévoyant son autorisation relative aux vérifications auxquelles il peut être procédé sur place;
7. pour le placement de la signalisation routière, l'autorisation de l'autorité compétente.

Fait à....., le.....

Certifié exact,

Le propriétaire-exploitant (*)

L'exploitant-locataire (*)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 1995 réglant l'octroi de primes en vue de promouvoir la modernisation, la création et l'agrandissement d'établissements hôteliers.

Namur, le 30 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, des PME,
des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 1114

[C - 97/27291]

30 MAART 1995. — Besluit van de Waalse Regering tot regeling van de toekenning van premies om de oprichting, de uitbreiding en de modernisering van hotelgebouwen te bevorderen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 van de Waalse Gewestraad betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van 9 november 1990 betreffende de voorwaarden voor de uitbating van de logiesverstrekke inrichtingen en de hotelinrichtingen, inzonderheid op artikel 6, 4;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur du Tourisme" (Hoge Raad voor Toerisme), gegeven op 22 december 1994;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 november 1994;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 16 januari 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127 van de Grondwet.

Art. 2. Binnen de perken van het op de begroting uitgetrokken krediet kan de Minister van Toerisme premies toekennen voor de aankoop van materialen en voor werkzaamheden betreffende de bouw, de inrichting, de uitbreiding en de uitrusting van hotelgebouwen, in de zin van artikel 1 van het decreet van 9 november 1990 betreffende de voorwaarden voor de uitbating van de logiesverstrekke inrichtingen en de hotelinrichtingen.

Art. 3. Er kan een premie toegekend worden voor :

1° werkzaamheden betreffende de ruwbouw, de afwerking en de renovatie van onroerende goederen, onder meer het grondwerk, het metselwerk, het houtwerk en het glaswerk, de bevloering, de muur- en de groundbekleding, de bepleistering, het schilderwerk;

2° de hierna vermelde installaties, wanneer zij worden aangebracht in de kamers of in de gedeelten van de aan de ondergebrachte clientèle voorbehouden gemeenschappelijke lokalen :

- verwarming;
- koud en warm water;
- rioleringen;
- gas en elektriciteit;
- telefoon in de kamers, die op het net aangesloten zijn;
- kabeltelevisie;
- airconditioning en luchtreiniging;
- sanitair en benodigdheden;
- liften;
- voorzieningen voor de veiligheid, met inbegrip van de bewaking;

3° de inboedel en de versiering, wanneer zij bestemd zijn voor de kamers of de gedeelten van de aan de ondergebrachte clientèle voorbehouden gemeenschappelijke lokalen :

- volledig beddegoed, namelijk het bed, het spiraalmatras, het matras en de hoofdkussens;
- gordijnen, behangen en spreij;
- kasten en kleerkasten, tafels, stoelen en leunstoelen;
- sierelementen zoals spiegels en verlichtingsapparaten;

4° de onroerende en roerende openluchtinrichtingen palend aan het hotelgebouw of gelegen in de rechtstreekse nabijheid ervan en voorbehouden aan de ondergebrachte clientèle, die het hotelgebouw een beter image kunnen helpen bezorgen :

- terrassen, afdaken, zonnetenten en veranda's;
- aanleg van tuinen, parken en bloemperken;
- tuinmeubelen;
- sierelementen zoals fonteinen, schierschalen en verlichtingsapparaten;

5° de voorzieningen die noodzakelijk deel uitmaken van het hotelgebouw, eraan palend of gelegen in de rechtstreekse nabijheid ervan en hoofdzakelijk aan de ondergebrachte clientèle voorbehouden :

- seminariezalen alsook de specifieke voorzieningen ervoor;
- sport- en ontspanningsaccomodaties zoals zwembaden, jacuzzi's, tennisvelden, turnzalen;
- parkeerplaatsen;

6° de kosten voor het aanbrengen van verkeerstekens m.b.t. het hotelgebouw, die voldoen aan de criteria van de gemeentelijke, provinciale of gewestelijke reglementering.

Art. 4. De aanvragen om premietoekenning worden bij ter post aangetekende brief aan de Commissaris-generaal voor Toerisme gezonden. Ze worden in tweevoud ingediend d.m.v. het formulier waarvan het model in bijlage voorkomt, samen met alle nuttige documenten en inlichtingen en ten minste met :

1° zo nodig, een voor eensluidend afschrift van de bouwvergunning, afgegeven overeenkomstig de stedenbouwreglementering;

2° zo nodig, een maatschets van het geplande of uitgevoerde werk;

3° een ramend voorontwerp met beschrijvende opmeting en eenheidsprijzen;

4° een opgave van de geplande of uitgevoerde aankopen van materialen, samen met de offertes en de eenheidsprijzen;

5° een gedetailleerd plan van de financiering;

6° zo nodig, de toelatingen om de verkeerstekens te plaatsen.

Art. 5. Aan de toekenning van de premie zijn de volgende voorwaarden verbonden :

1° in geval van modernisering van een hotelgebouw moeten de aankopen van materialen alsmede de verbouwings-, uitbreidings- en uitrustingswerken worden uitgevoerd om de clientèle meer comfort te bieden of om de beddenscapaciteit te vergroten;

2° de aankopen en de werken moeten verricht worden op zijn vroegst op 1 januari van het jaar voorafgaand aan het begrotingsjaar waarin de aanvraag is ingediend en uiterlijk aan het einde van het jaar dat volgt op het jaar waarin de premie in de begroting is opgenomen;

3° de aanvrager moet het bedrag van de premie terugbetalen indien de bestemming van de materialen en de werken zonder de toestemming van de Minister van Toerisme wordt gewijzigd binnen een termijn van vijf jaar, die aanvangt op 1 januari van het jaar volgend op het jaar waarin de premie in de begroting is opgenomen.

Art. 6. De premie bedraagt 30 % van de kosten, exclusief BTW, voor de aankop van materialen en voor de uitgevoerde werken, zonder 2.000.000 frank te mogen overschrijden.

De premie is evenwel gelijk aan 50 % van de kosten, exclusief BTW, voor aankopen van materialen en specifieke installatiewerken die verricht worden om een bestaand hotelgebouw in conformiteit te brengen met de door de Regering bepaalde brandbeveiligingsvoorschriften.

Er wordt geen premie toegekend indien de kosten voor de aankopen van materialen en voor de uitgevoerde werken lager zijn dan 200.000 frank, na aftrek van de BTW. Het totaalbedrag van de voor een hotelgebouw toegekende premies mag per periode van drie jaar niet hoger zijn dan 2.000.000 frank, zelfs bij verandering van eigenaar. Daartoe bepaalt de Commissaris-generaal voor Toerisme, wanneer hij een premieaanvraag voor een hotelgebouw ontvangt, het bedrag van de premies toegekend in de loop van beide begrotingsjaren voorafgaande aan het jaar van de begroting waarin de aangevraagde premie moet worden opgenomen indien zij toegekend wordt.

De premie mag niet hoger zijn dan het bedrag dat gelijk is aan het verschil tussen 2 miljoen frank en het overeenkomstig het vorige lid vastgestelde bedrag.

Art. 7. De premie wordt gestort :

1° aan de eigenaar die de aankopen van materialen of de werken financiert;

2° aan de uitbater die het hotelgebouw niet in eigendom heeft en de aankopen van materialen of de werken zelf financiert;

3° op de rekening van de eigenaar of de uitbater, op zijn naam geopend bij de kredietinstelling die, op zijn verzoek, de aankopen van materialen of de werken financiert.

In het in 2° bedoelde geval en in het in 3° bedoelde geval als het om de uitbater gaat, wordt de premie slechts uitbetaald wanneer bij de in artikel 4 bedoelde aanvraag een document van de hoteleigenaar is gevoegd, waarbij is bewezen dat hij instemt met de uitvoering van de werken en waarbij hij zich ertoe verbindt tot de in artikel 8 bedoelde verificaties te laten overgaan.

Art. 8. Zodoende stelt de aanvrager van een premietoekenning de Minister van Toerisme in staat de door hem aangewezen personen ter plaatse te laten overgaan tot elk onderzoek naar de bestemming van de werken, de aankopen of het gebouw.

Art. 9. De Commissaris-generaal voor Toerisme verzoekt om het advies van het Technisch Comité van het hotelwezen van de "Conseil supérieur du Tourisme" over de opportuniteit van de toekenning van de premie.

Bij gebrek aan een advies binnen een maand te rekenen vanaf de datum waarop het Comité wordt bijeengeroepen, wordt het advies als gegeven beschouwd.

Op advies van de "Conseil supérieur du Tourisme" kan de Minister van Toerisme, gedurende de vastgelegde periode, bij voorkeur premies toekennen voor bepaalde soorten werken die hij zelf bepaalt.

Art. 10. De premie wordt slechts uitbetaald na aankoop van materialen of na uitvoering van de werken waarvoor zij is toegekend en na overlegging van de originele bewijsstukken van de uitgaven.

Art. 11. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 december 1990 houdende regeling van de toekenning van premies om de modernisering, de oprichting en de uitbreiding van de hotelinrichtingen aan te moedigen wordt opgeheven. Het blijft evenwel van toepassing voor de behandeling van de vóór de inwerkingtreding van dit besluit ingediende premieaanvragen.

Art. 12. De Regering bepaalt de datum waarop dit besluit in werking treedt.

Art. 13. De Minister van Toerisme is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 maart 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

BIJLAGE

Premie voor de modernisering, de oprichting en de uitbreiding van hotelgebouwen

AANVRAAG OM TOEKENNING VAN EEN PREMIE

ingediend door (naam, voornaam, maatschappij)

..... (adres, gemeente, sectie)

..... (provincie)

hoedanigheid : eigenaar-uitbater (*)

uitbater-huurder (*)

van het hotelgebouw

gevestigd

(adres, gemeente, sectie, provincie)

Tel. :...../.....

EXPLOITATIEVERGUNNING afgeleverd op :

verklaard kennis te hebben genomen van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 1995 tot regeling van de toekenning van premies om de oprichting, de uitbreiding en de modernisering van hotelgebouwen te bevorderen.

Gedaan te

op

(handtekening)

Hoteleigenaar :

(**)

(naam, voornaam, adres, gemeente, sectie, provincie)

Hoofdhuurder :

(**)

(naam, voornaam, adres, gemeente, sectie, provincie)

(*) Schrappen wat niet past.

(**) In te vullen als de aanvraag door de uitbater-huurder wordt ingediend.

ART. 3
 OPGAVE VAN DE AANKOPEN OF WERKEN (EXCL. BTW) DIE SINDS.....
 ZIJN UITGEVOERD OF DIE VANAF..... ZULLEN WORDEN UITGEVOERD

VOORWERPEN	RAMINGEN OF REELE KOSTEN
1° BOUW-INRICHTING	
1. Grondwerk
2. Metselwerk
3. Houtwerk.....
4. Glaswerk.....
5. Bevloering.....
6. Muur- en grondbekleding
7. Beploistering.....
8. Schilderwerk
9. Overige werken
2° BIJZONDERE TECHNIEKEN	
1. Verwarming.....
2. Koud en warm water
3. Riolering
4. Gas en elektriciteit
5. Telefonie.....
6. Kabeltelevisie
7. Airconditioning.....
8. Sanitair en benodigdheden
9. Lift.....
10. Voorzieningen voor de veiligheid (brand uitgezonderd), met inbegrip van de bewaking
3° INBOEDEL-VERSIERING	
1. Gezamenlijk beddegoed.....
2. Gordijnen, behangsel, spreij.....
3. Kasten, kleerkasten, tafels, stoelen, leunstoelen.....
4. Sierelementen.....
4° ONROERENDE EN ROERENDE OPENLUCHTINRICHTINGEN	
1. Terrassen, afdaken, zonnetenten, veranda's.....
2. Aanleg van tuinen, parken, bloemperken
3. Tuinmeubelen
4. Sierelementen.....
5° AANVULLENDE VOORZIENINGEN	
1. Seminariezaal alsook de specifieke voorziening ervoor
2. Sport- en ontspanningsaccomodaties
3. Parkeerplaatsen
6° VERKEERSTEEKENS	
1. Erkende en toegelaten borden.....
Art. 6. BRANDVEILIGHEID	
1. Detectie
2. Noodverlichting.....
3. Brandblussers.....
4. Metselwerk.....

VOORWERPEN	RAMINGEN OF REELE KOSTEN
Art. 6 - BRANDVEILIGHEID	
1. Detectie
2. Noodverlichting.....
3. Brandblussers.....
4. Metselwerk.....
5. Houtwerk Wb.....
6. Overige.....

BIJGEVOEGDE STUKKEN in tweevoud te bezorgen

In voorkomend geval :

1. een voor eensluidend afschrift van de bouwvergunning;
2. een maatschets van het geplande of uitgevoerde werk;
3. een ramend voorontwerp met beschrijvende opmeting en eenheidsprijzen;
4. een opgave van de geplande of uitgevoerde aankopen van materialen, samen met de offertes en de eenheidsprijzen;
5. een gedetailleerd plan van de financiering;
6. het attest van de hoteleigenaar waarbij wordt bewezen dat hij instemt met de uitvoering van de werken en waarbij wordt voorzien dat hij zich ertoe verbindt tot de verificaties ter plaatse te laten overgaan;
7. de vergunning van de bevoegde overheid om de verkeerstekens te plaatsen.

Gedaan te, op.....

Voor echt verklaard,

De eigenaar-uitbater (*)

De uitbater-huurder (*)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 1995 tot regeling van de toekenning van premies om de oprichting, de uitbreiding en de modernisering van hotelgebouwen te bevorderen.

Namen, 30 maart 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

F. 97 — 1115

[C - 97/27293]

22 MAI 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 1995 réglant l'octroi de primes en vue de promouvoir la modernisation, la création et l'agrandissement d'établissements hôteliers

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret du 9 novembre 1990 relatif aux conditions d'exploitation des établissements d'hébergement et des établissements hôteliers;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 1995 réglant l'octroi de primes en vue de promouvoir la modernisation, la création et l'agrandissement d'établissements hôteliers;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Art. 2. La date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 1995 réglant l'octroi de primes en vue de promouvoir la modernisation, la création et l'agrandissement d'établissements hôteliers est fixée au 1^{er} mai 1997.

Art. 3. Le Ministre du Tourisme est chargé de l'exécution de la présente décision.

Namur, le 22 mai 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON